CCAS DE COURTHEZON
Procès-Verbal Synthétique
Séance du Conseil d'Administration du jeudi 6 mars 2025 à 18h30

Présents : Nicolas PAGET, Lysiane VOISIN, Paul CHRISTIN, Benoît VALENZUELA, Christiane PICARD, Fanny-LAUZEN, Sylvie CECCAROLI, Eliane TURIN, Camille PIERRON, Martine CIMPELLO, Sabine BONVIN.

Excusés : Cendrine PRIANO-LAFONT pouvoir à Nicolas PAGET, Caroline FAYOL pouvoir à Paul CHRISTIN, Violette GARCIA pouvoir à Eliane TURIN, Sandy MULLER pouvoir à Christiane PICARD, Sabine COURRIEU pouvoir à Sabine BONVIN.

Absents excusés : Anne-Marie JOUFFROY-BOLOGNA.

Secrétaire de Séance : Sabine BONVIN.

Monsieur le Président ouvre la séance, Madame BONVIN est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance. La condition de quorum est validée.

POINT N°1 : PERSONNEL/ RENEGOCIATION DU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE GESTION DE FPT VAUCLUSE

Les dispositions de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°86-552 du 14 mars 1986, permettent aux collectivités et établissements publics locaux de déléguer à leur Centre de Gestion la passation d'un contrat d'assurance groupe ouvert couvrant les obligations statutaires de leurs agents (maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, accident de service...).

Cette démarche permet aux collectivités et établissements publics d'éviter de conduire leur propre consultation d'assurance tout en bénéficiant du poids dans la négociation que permet un tel groupement et, lors de son exécution, d'une mutualisation des résultats évitant des résiliations ou majorations importantes imposées par l'assureur.

Le contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse (CDG 84), qui regroupe aujourd'hui 127 collectivités et établissements publics, a été conclu pour une durée de quatre ans et arrive à échéance le 31 décembre 2025. Le CDG84 a donc entamé la procédure de renégociation de son contrat selon les règles de la commande publique (procédure concurrentielle avec négociations).

Le contrat que va conclure le CDG 84 comprendra une solution de garanties à destination des agents CNRACL et une solution de garanties à destination des agents IRCANTEC. Il devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :
Décès, Accidents du travail / Maladies professionnelles, Maladie ordinaire, Congés de longue maladie / Congés de longue durée, Maternité-Paternité-Adoption.
- Agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :
Accidents du travail / Maladies professionnelles, Maladie grave, Maternité-Paternité-Adoption, Maladie ordinaire.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules.

La consultation portera sur les aspects financiers, l'étendue des garanties, la qualité de la gestion proposée et l'étendue des prestations annexes accordées (statistiques, assistance juridique, programmes de soutien psychologique...).

Les taux de cotisation obtenus seront présentés à l'établissement avant adhésion définitive au contrat groupe. Tous les établissements, à l'issue de la consultation, garderont la faculté d'adhérer ou non au contrat groupe ainsi mis en place.

Compte-tenu de l'intérêt d'une consultation groupée et d'une consolidation mutualisée des résultats de chaque établissement, Monsieur le Président propose au Conseil d'administration de rallier la procédure engagée par le CDG 84 pour renouveler son contrat groupe d'assurance statutaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code des Assurances,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu l'article L.2124-3 du Code de la Commande Publique,

Vu l'article R.2124-3 du Code de la Commande Publique qui précise les conditions de recours à la procédure avec négociation,

Vu l'article R.2124-3 4° qui prévoit le recours à la procédure avec négociation lorsque le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent,

Vu la délibération du Conseil d'administration du CDG 84 en date du 20 mars 2025 approuvant le renouvellement du contrat groupe selon la procédure avec négociation.

Considérant l'intérêt pour le Centre Communal d'Action Sociale de Courthézon de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents,

Considérant que la passation de ce contrat doit être soumise aux règles de la commande publique,

Considérant que le contrat d'assurance contre les risques statutaires du Centre Communal d'Action Sociale de Courthézon arrive à terme le 31 décembre 2025,

Considérant l'opportunité de confier au Centre de Gestion FPT de Vaucluse le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence, et la liberté d'y souscrire ou non selon les résultats.

Le Conseil d'administration, ayant ouï l'exposé du Président, et après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE de confier au CDG 84 la mission de conclure un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'une entreprise d'assurance agréée, conformément au Code Général de la Fonction Publique, dans les conditions et pour couvrir les risques présentés ci-dessus. Ces conventions devront notamment avoir les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans, à effet au 1er janvier 2026.

Régime du contrat : capitalisation.

PREND ACTE que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CDG 84 à compter du 1^{er} janvier 2026.

AUTORISE Monsieur le Président à résilier le contrat en cours pour permettre l'adhésion au contrat du centre de gestion.

AUTORISE Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention d'assistance technique du Centre de Gestion pendant la durée du marché comportant ses frais de gestion et à adhérer au contrat mis en place dès l'instant que les conditions de garanties proposées sont favorables au Centre Communal d'Action Sociale.

ADOpte A L'UNANIMITE

VOTANTS : 16

POUR : 16

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

POINT N°2 : BUDGET/ RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE ET DEBAT 2025

Le Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public communal institué de plein droit. Personnalité juridique distincte de celle de la commune, il est régi par le Code Général des Collectivités Territoriales qui lui impose des organes administratifs ainsi qu'un budget et une comptabilité propres.

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux établissements publics administratifs des communes de 3500 et plus (article L 2312-1 du CGCT) dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Première étape du cycle budgétaire annuel des établissements publics administratifs, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion du Centre Communal d'Action Sociale (analyse rétrospective).

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe a modifié les dispositions relatives au débat d'orientation budgétaire (DOB) prévues par le code général des collectivités territoriales (CGCT), aux articles L 2312-1 pour le bloc communal et L 3312-1 pour le département, en vue de renforcer l'information des élus locaux et la transparence en matière financière. Ces dispositions ont fait l'objet d'une circulaire préfectorale datée du 29 novembre 2016.

Le rapport d'orientation budgétaire débattu en Conseil d'administration présent en annexe sera composé de la manière suivante :

- Rétrospective financière sur l'exécution budgétaire 2024.
- Evolution des ressources humaines.
- Orientations budgétaires 2025.
- Conclusion.

Le Conseil d'administration ayant ouï l'exposé du Président

- **PREND ACTE** des débats sur le rapport d'orientation budgétaire 2025 du Centre Communal d'Action Sociale de Courthézon

PREND ACTE

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée à 19h00.